



Assemblée générale

Distr. générale
17 octobre 2024
Français
Original : espagnol

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa 100^e session (26-30 août 2024)

Avis n° 31/2024, concernant Argelia Margarita Infante Nares et Yoeimer Alexair Hurtado Infante (République bolivarienne du Venezuela)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 51/8.
2. Le 8 juin 2023, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela une communication concernant Argelia Margarita Infante Nares et Yoeimer Alexair Hurtado Infante. Le Gouvernement a répondu à la communication le 6 septembre 2023. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
 - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;
 - e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique

¹ [A/HRC/36/38](#).



ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

1. Informations reçues

a) Communication émanant de la source

4. Argelia Margarita Infante Nares, de nationalité vénézuélienne, est femme au foyer.
5. Yoeimer Alexair Hurtado Infante est le fils de M^{me} Infante Nares. Il est également de nationalité vénézuélienne et troisième sergent-major de la Garde nationale bolivarienne. Ils vivent ensemble dans une maison située dans le secteur de Las Vueltas, Peña de Mota, dans la paroisse d'Altagracia de Orituco, sur la commune de José Tadeo Monagas (État de Guárico).

i. Contexte

6. La source affirme que M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été arrêtés le 24 avril 2022 à leur domicile par des agents du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement, en raison de leurs liens présumés avec le gang connu sous le nom de « Tren del Llano ».
7. Ces arrestations se sont déroulées dans le cadre de l'opération « Tonnerre », qui vise à localiser les collaborateurs et les complices du gang « Tren del Llano ». L'opération a débuté le 20 avril 2022, lorsqu'environ 800 agents de différentes forces de sécurité sont arrivés à Altagracia de Orituco. La population avait préalablement été privée de communications pendant plusieurs heures. Ce jour-là, des dizaines de perquisitions ont été effectuées chez des commerçants et des paysans locaux. La première semaine, ce sont plus de 40 personnes qui ont été arrêtées.
8. La source affirme que les policiers, arrivés dans des véhicules banalisés, ont fait irruption par la force dans les domiciles, sans présenter de mandat de perquisition. Ils ont détruit et volé des biens, séparé les membres des familles (y compris des enfants de leurs parents) et proféré des menaces de mort pour obtenir le nom de délinquants locaux.

ii. Détentions et procédures pénales

9. Selon la source, le 24 avril 2022, vers 22 h 30, 18 agents cagoulés et non identifiables, appartenant au Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement, ont encerclé la maison de la famille Infante. Dans la maison se trouvaient M^{me} Infante Nares et son fils aîné, M. Hurtado Infante, troisième sergent-major de la Garde nationale bolivarienne, qui était à Altagracia de Orituco pour une permission de quinze jours. D'autres membres de la famille étaient également présents, dont des enfants.
10. D'après la source, sept agents ont enfoncé la porte, ont pénétré dans la maison et ont jeté M^{me} Infante Nares et un autre membre de sa famille à terre. Ensuite, deux agents l'ont saisie par le bras et l'ont tirée par les cheveux pour la faire sortir de la maison et l'emmener dans le patio. Alors que M^{me} Infante Nares gisait au sol, les agents l'ont insultée et lui ont demandé où se trouvait une autre femme de la famille qui, selon les autorités, aurait entretenu une liaison avec un membre du gang « Tren del Llano ». Ils ont alors commencé à interroger un autre membre de la famille, qui leur a répondu que la personne en question se trouvait à l'étranger.
11. La source affirme que les agents ont demandé à l'un des membres de la famille de leur remettre les téléphones portables et ont commencé à fouiller le sac de M. Hurtado Infante. Ils ont également commencé à fouiller la maison à la recherche d'autres objets. Un agent a demandé à M. Hurtado Infante s'il avait déjà eu des démêlés avec la justice, ce à quoi celui-ci a répondu que c'était de l'histoire ancienne et qu'il pouvait présenter l'ordonnance de mise en liberté pour le prouver. La source ajoute que l'agent lui a rétorqué : « écoute, je vais te supprimer si tu me racontes des mensonges, je vais te massacrer », et qu'il a levé son fusil pour tirer. Un des membres de la famille s'est immédiatement interposé, mais un agent l'a poussé à terre et un autre lui a écrasé la tête avec son pied. Les agents sont ensuite

sortis de la maison avec M. Hurtado Infante ; ils l'ont projeté au sol, l'ont roué de coups de pied et l'ont envoyé s'habiller parce qu'il était en sous-vêtements. Cette nuit-là, M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été arrêtés, au motif, selon les agents, qu'ils avaient tous deux un casier judiciaire.

12. Selon la source, les agents ont volé la famille Infante. Parmi les objets dérobés figurent la moto et les vêtements civils et militaires de M. Hurtado Infante, des documents personnels comme ses papiers d'identité, cartes et permis de conduire, ainsi que des téléphones portables et de l'argent. On ne retrouve pas ces éléments dans la chaîne criminalistique. Le 25 avril 2022, M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été transférés au siège de la Police nationale dans la ville de San Juan de los Morros, capitale de l'État de Guárico. Un de leurs proches s'y est rendu mais on lui a dit que M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ne s'y trouvaient pas.

13. La source affirme que pendant trois jours, le proche en question a cherché M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante dans d'autres commissariats de police, en vain. Plus tard, un fonctionnaire lui a dit que les deux intéressés se trouvaient bien au siège de la Police nationale bolivarienne et lui a demandé de leur apporter de la nourriture car ils n'avaient pas mangé pendant ces trois jours.

14. La source ajoute que, le 26 avril 2022, un membre de la famille a signalé l'incident au premier Bureau du Procureur municipal d'Altagracia de Orituco, mais ce bureau a refusé de recevoir la plainte, affirmant qu'elle ne relevait pas de sa compétence. La plainte a finalement été reçue par le vingt et unième Bureau du Procureur de la ville de San Juan de los Morros.

15. À San Juan de los Morros, M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été présentés devant le seizième Bureau du Procureur. Les fonctionnaires de ce bureau ont informé le proche que les deux intéressés seraient transférés dans la ville de Caracas parce que toutes les affaires provenant d'Altagracia de Orituco étaient renvoyées à Caracas.

16. La source affirme que, le 2 mai 2022, des fonctionnaires du seizième Bureau du Procureur ont informé le membre de la famille qu'il devait s'acquitter d'une somme de 200 dollars pour que M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante soient transférés à Caracas. Le proche en question a dû vendre les quelques biens qu'il possédait et emprunter pour couvrir le coût du transfert. M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été détenus au siège de la Police nationale bolivarienne pendant environ douze jours.

17. Le 4 mai 2022, les deux intéressés ont été transférés à Caracas pour être déférés devant les tribunaux nationaux compétents en matière de terrorisme afin d'être inculpés des infractions d'association de malfaiteurs, de trafic d'armes et de terrorisme, comme le prévoit la loi organique relative à la lutte contre la criminalité organisée et le financement du terrorisme.

18. Selon la source, les agents ont affirmé que M. Hurtado Infante se trouvait chez lui avec sept autres personnes et que, lorsqu'ils sont entrés dans la maison, ils ont fouillé le patio et ont trouvé 6 canons de fusil, 6 crosses de fusil et 1 tube contenant des munitions. À l'issue de la mise en accusation, le tribunal a ordonné le placement de M. Hurtado Infante en détention provisoire.

19. D'après la source, M^{me} Infante Nares est poursuivie dans le cadre d'une affaire pénale qui implique six autres femmes et un mineur qu'elle ne connaît pas. La source ajoute que les avocats qui s'occupent de l'affaire ont été commis d'office, car le tribunal n'a pas accepté que les accusés désignent leur propre avocat.

20. L'audience préliminaire s'est tenue le 4 août 2022. Après négociation avec le Bureau du Procureur, et à condition de plaider coupable, M^{me} Infante Nares n'a été inculpée que de l'infraction d'association de malfaiteurs, qu'elle a reconnu avoir commise afin d'obtenir une libération anticipée. M^{me} Infante Nares a donc été condamnée à cinq ans d'emprisonnement. En décembre 2022, l'avocat commis d'office a déposé tous les documents requis par le juge de l'application des peines du huitième tribunal de première instance de la circonscription judiciaire pénale de la région métropolitaine de Caracas pour ordonner sa libération de prison et un sursis conditionnel à l'exécution de la peine.

21. Malgré cela, le 28 décembre 2022, le membre de la famille a indiqué que le tribunal chargé de l'application des peines avait exigé la somme de 3 000 dollars pour que M^{me} Infante Nares soit libérée de prison avant le 24 décembre, demande à laquelle le membre de la famille n'a pas donné suite. D'après la source, M. Hurtado Infante n'a pas reconnu les faits qui lui sont reprochés ; son affaire a donc été transférée au premier tribunal de première instance ayant compétence exclusive au niveau national pour connaître des affaires liées aux infractions terroristes. La source ajoute que le procès a été reporté à six reprises.

22. M^{me} Infante Nares est détenue dans l'établissement pénitentiaire de la Police nationale bolivarienne d'El Valle (commune de Libertador, district de la capitale). M. Hurtado Infante est quant à lui détenu dans l'établissement pénitentiaire de la Police nationale bolivarienne de Boleíta (commune de Chacao, État de Miranda), plus connu sous le nom de « Zone 7 ».

23. Selon la source, les avocats commis d'office n'ont pas adressé de copie des dossiers au proche de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante. La source ajoute que le proche a dû déboursier 60 dollars pour obtenir une copie du dossier judiciaire.

iii. *Analyse juridique*

24. La source soutient que la détention de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante est arbitraire et relève des catégories I, III et V de la classification employée par le Groupe de travail.

a. *Catégorie I*

25. L'argumentation de la source s'appuie sur l'article 9 du Pacte, le principe 2 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et l'article 44 de la Constitution.

26. D'après la source, il est courant que l'État, dans le cadre des opérations de sécurité, donne un récit déformé des interventions policières dans le but de justifier une arrestation en flagrant délit et de légitimer ses agissements et les arrestations sur le plan du droit. Ce mode opératoire a été mis en évidence dans de nombreux rapports d'organisations internationales² et a également été constaté dans plusieurs cas d'arrestations menées dans le cadre de l'opération « Tonnerre ».

27. Ainsi qu'il ressort clairement des circonstances de l'arrestation de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante, celle-ci n'a pas été ordonnée par un juge et n'a pas non plus résulté d'une situation de flagrant délit ; elle est le résultat d'un abus de pouvoir exercé par des agents du Commandement national de lutte contre l'extorsion et l'enlèvement, qui, sans mandat de perquisition, sont entrés par effraction dans la maison de la famille Infante, ont arrêté M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante et les ont ensuite placés en détention avec le soutien de fonctionnaires de la Police nationale bolivarienne, après avoir prétendu que M. Hurtado Infante se trouvait chez lui avec sept autres personnes et qu'ils avaient trouvé 6 canons et 6 crosses de fusil ainsi qu'un tube contenant des munitions. La source indique toutefois que M. Hurtado Infante était en réalité en congé de ses fonctions de troisième sergent-major de la Garde nationale bolivarienne.

28. La source rappelle que la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela a noté que la détention provisoire est utilisée par les juges de façon courante, sans motifs suffisants ou appropriés, et non comme une mesure exceptionnelle. Elle a également signalé qu'elle avait des motifs raisonnables de croire que les procureurs et les juges avaient joué un rôle clef dans les détentions arbitraires en délivrant des mandats d'arrêt, des ordonnances de placement en détention provisoire et en portant des accusations sur la base de faits et d'éléments de preuve qui n'impliquaient pas d'actes criminels ou ne permettaient pas d'établir la participation de l'accusé. Elle ajoute que dans certaines affaires, des éléments de preuve falsifiés, fabriqués ou obtenus par la torture ou la contrainte ont été utilisés pour justifier un placement en détention ou des accusations³.

² A/HRC/45/33, par. 115.

³ A/HRC/48/69, par. 112 et 113.

29. Selon la source, M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été soumis à une disparition forcée. Selon la jurisprudence du Groupe de travail, la détention au secret dans un lieu inconnu constitue à première vue un cas de disparition forcée, qui a été universellement reconnue contraire aux buts de la Charte des Nations Unies et comme constituant une violation grave et flagrante des droits humains et des libertés fondamentales énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et une forme particulièrement grave de détention arbitraire⁴.

30. La source ajoute que le Groupe de travail a également établi que la détention au secret et la disparition forcée portent atteinte au droit d'être assisté par le conseil de son choix, d'être déféré sans délai devant une autorité judiciaire et de contester la légalité de la détention devant un tribunal, en violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 9 (par. 3), du Pacte.

31. D'après la source, M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été soumis par des fonctionnaires de la Police nationale bolivarienne à une disparition forcée dès leur arrestation. À tout le moins, leur famille n'a pas su où ils se trouvaient pendant trois jours, car les autorités ont affirmé qu'ils n'étaient pas détenus dans le lieu où la famille s'était rendue. De ce fait, ils n'ont rien eu à manger pendant trois jours. Même après le placement en détention de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante et leur présentation devant le tribunal compétent, leurs proches n'ont pas pu les voir pendant plusieurs semaines.

32. La source ajoute que la détention de M^{me} Infante Nares est arbitraire, car, bien qu'elle ait pu bénéficier de la procédure spéciale de reconnaissance des faits, le juge n'a pas ordonné sa libération, qui est conditionnée au paiement d'un pot-de-vin.

33. Selon la source, après avoir négocié avec le Bureau du Procureur, M^{me} Infante Nares a reconnu l'un des nombreux chefs d'accusation retenus contre elle afin d'obtenir une libération anticipée. Cette décision fait suite aux pressions exercées par son propre avocat commis d'office, qui l'a avertie que, si elle ne se prévalait pas de cette possibilité, elle risquait d'être condamnée pour plusieurs autres infractions au stade du procès, étant donné que les arrestations avaient été ordonnées directement par le Président de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre de l'opération « Tonnerre ».

34. La condamnation de M^{me} Infante Nares à cinq ans d'emprisonnement lui confère un avantage procédural connu sous le nom de « sursis conditionnel à l'exécution de la peine ». Cette possibilité est ouverte de plein droit aux personnes qui remplissent les conditions prévues par les articles 482 et suivants du Code de procédure pénale. Toutefois, le juge actuel de l'application des peines du huitième tribunal de la région métropolitaine de Caracas n'a pas ordonné la libération de l'intéressée parce que le Ministère du pouvoir populaire pour le service pénitentiaire n'a pas procédé à l'examen psychosocial permettant de déterminer si la dangerosité de la personne peut être considérée comme minimale. Cette décision est en réalité une excuse justifiée par la corruption et l'absence d'État de droit, car pour obtenir cet examen psychosocial, les personnes doivent verser jusqu'à 3 000 dollars aux autorités judiciaires.

35. D'après la source, plus de neuf mois se sont écoulés depuis que M^{me} Infante Nares a demandé à bénéficier de la procédure de reconnaissance des faits, mais sa libération n'a pas été ordonnée. Pour la source, cette situation constitue une violation de l'article 257 de la Constitution.

b. Catégorie III

36. La source indique qu'une récente opération anticorruption menée par la République bolivarienne du Venezuela a révélé l'existence de systèmes de corruption impliquant des fonctionnaires des organes du système judiciaire, ce qui a conduit à un manque d'impartialité dans les procédures pénales.

37. La source affirme que la détention de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante s'inscrit dans le cadre de pratiques appliquées systématiquement par les fonctionnaires des organes du système judiciaire dans les procédures pénales. Bien que M^{me} Infante Nares ait reconnu la seule charge retenue contre elle afin d'obtenir une libération anticipée,

⁴ Avis n^{os} 76/2017, par. 59 ; et 19/2019, par. 34.

elle continue d'être privée de liberté car le juge de l'application des peines du huitième tribunal de la circonscription judiciaire pénale de la région métropolitaine de Caracas exige que sa famille s'acquitte d'une somme de 3 000 dollars pour rendre une ordonnance de mise en liberté. Elle affirme également que lorsque M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante étaient détenus à San Juan de los Morros, des fonctionnaires du seizième Bureau du Procureur ont demandé à leurs proches qu'ils versent 200 dollars afin que les détenus puissent être transférés dans la ville de Caracas et y être jugés.

38. La source affirme que l'impartialité des juges a été compromise par la cooptation du pouvoir judiciaire par d'autres pouvoirs publics. L'opération « Tonnerre », au cours de laquelle M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été arrêtés, découlerait d'un ordre présidentiel. Eu égard aux éléments qui précèdent, la source allègue une violation de l'article 14 (par. 1) du Pacte en l'espèce.

39. La source rappelle qu'en vertu de l'article 14 (par. 2 et 3 al. c)) du Pacte, toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente et a droit à être jugée sans retard excessif. Elle ajoute que conformément à la jurisprudence du Groupe de travail, il existe un lien entre le droit d'être entendu et le droit à la présomption d'innocence, dès lors que les mis en cause ont le droit de présenter des éléments de preuve oraux et documentaires utiles à leur défense et d'examiner ou de contre-examiner les éléments de preuve oraux et documentaires présentés à charge et à décharge.

40. En l'espèce, les organes du système judiciaire ne reconnaissent pas le droit à la présomption d'innocence, étant donné que dès le début de la procédure pénale engagée contre M. Hurtado Infante, celui-ci a été privé de liberté sans que sa culpabilité ait été établie, en vertu de la détention avant jugement. Cette mesure vise à porter atteinte à la présomption d'innocence de M. Hurtado Infante en prolongeant sa détention en raison de retards de procédure, comme en témoignent les six reports de son procès depuis le début de la phase d'instruction. La source précise qu'en raison de cette mesure, M. Hurtado Infante n'a pas été en mesure de présenter des éléments de preuve oraux et documentaires utiles à sa défense.

41. La source allègue que la détention avant jugement infligée à M. Hurtado Infante est également contraire à l'observation générale n° 35 (2014) du Comité des droits de l'homme, qui dispose qu'une détention avant jugement d'une durée extrême peut également porter atteinte à la présomption d'innocence.

42. La source renvoie à l'article 14 (par. 3, al. b)) du Pacte qui prévoit que toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, à disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix.

43. La mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela a révélé l'existence d'une pratique des juges qui consiste à refuser aux personnes mises en examen le droit d'être assistées par un conseil de leur choix lors de l'audience de première comparution ou pendant la phase d'instruction. Elle a également indiqué que même quand les accusés ont réussi à se faire représenter par les avocats de leur choix, la capacité de ces derniers à préparer une défense adéquate était entravée de diverses façons.

44. S'il ne fait aucun doute que M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante se sont vu désigner un avocat commis d'office, c'est parce que le juge d'instruction leur a refusé à tous deux la possibilité de faire appel à un avocat de leur choix. De ce fait, leur défense n'a pas pu être préparée de manière appropriée, faute de communication efficace avec leur avocat.

45. La source conclut qu'en l'espèce, il y a eu violation des garanties d'une procédure régulière consacrées à l'article 14 (par. 1, 2, 3 al. b) et c)) du Pacte.

c. Catégorie V

46. La mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela a relevé que, dans le cadre des opérations de lutte contre la criminalité, les forces de sécurité procèdent à des arrestations et des détentions arbitraires. En outre, des comportements ou des pratiques fréquemment adoptés par les forces de sécurité

ont été constatés, comme le fait de mener ces opérations principalement dans des quartiers à faible revenu⁵.

47. La source affirme que les arrestations de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante s'inscrivent dans le cadre d'opérations menées systématiquement par les forces de sécurité, qui découlent de la discrimination fondée sur la situation socioéconomique due à la pauvreté.

48. La source ajoute que la famille Infante est devenue la cible des agents du Commandement national chargé de lutter contre l'extorsion et l'enlèvement au cours de l'opération « Tonnerre » parce qu'elle vit dans un secteur à faible revenu, socialement lié à la criminalité, comme le secteur Peña de Mota de la paroisse d'Altagracia de Orituco. Elle indique également que les agents se sont servis de cette situation comme prétexte pour associer M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante aux membres du gang « Tren del Llano » et, par conséquent, pour les arrêter afin de pouvoir les inculper ultérieurement d'infractions de terrorisme.

49. Au moment de l'arrestation, les agents ont fouillé dans leurs affaires et ont trouvé une ordonnance de mise en liberté délivrée par une juridiction pénale, ce qui a contribué à la discrimination. Cette situation a conduit les agents à se comporter violemment envers plusieurs membres de la famille, les accusant d'être des criminels notoires, même si l'ordonnance mentionnait qu'ils avaient été libérés faute de preuves permettant de les incriminer.

b) Réponse du Gouvernement

50. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela le 8 juin 2023, le priant de soumettre sa réponse le 7 août 2023 au plus tard. Le Gouvernement a demandé une prorogation du délai de réponse, qui lui a été accordée. Le Groupe de travail a reçu la réponse du Gouvernement le 6 septembre 2023, dans le délai imparti.

51. Dans sa réponse, le Gouvernement précise que la procédure pénale engagée contre M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante a trait à leur collaboration présumée avec le gang « Tren del Llano ». Le Gouvernement indique que les deux intéressés ont été arrêtés le 26 avril 2022 par des agents de la Direction des enquêtes criminelles de la Police nationale bolivarienne, en uniforme et dûment identifiés, qui étaient déployés dans le cadre d'une opération de sécurité baptisée « Tonnerre 2022 », menée dans l'État de Guárico, dans le but de contrecarrer les activités criminelles du gang « Tren del Llano ».

52. L'arrestation s'est produite après que les policiers ont vu deux personnes (les sœurs Silva Beroes)⁶ et les ont sommées de s'arrêter, celles-ci ayant tenté d'échapper à la police, ce qui a donné lieu à une poursuite qui s'est terminée au domicile de M^{me} Infante Nares et de son fils, M. Hurtado Infante.

53. Le Gouvernement indique que, lors de la perquisition de la maison susmentionnée, les policiers, en présence de deux témoins, ont trouvé un sac en matière synthétique de couleur blanche, qui contenait : 5 canons doubles de fusil, 10 canons de fusil de calibre 16 mm, 8 crosses en bois pour fusil de chasse, des jumelles longue portée, 40 munitions de calibre 7,62 par 39 mm et 1 grenade fumigène. Une moto a été découverte à l'arrière de la maison.

54. Le Gouvernement précise que, quelques heures plus tard, M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante sont arrivés à la maison, indiquant qu'ils y vivaient. En raison de la découverte d'objets et de matériel permettant de les mettre en cause pour commission d'infractions, les deux citoyens ont été arrêtés en flagrant délit.

⁵ A/HRC/48/69, par. 6 al. a).

⁶ Voir avis n° 54/2023.

55. Le Gouvernement cite l'ordre juridique national qui autorise de telles perquisitions et arrestations, ainsi que la perquisition de la maison susmentionnée conformément aux dispositions du Code de procédure pénale, « lorsque les personnes sont poursuivies en vue de leur arrestation ». Le Gouvernement insiste sur le fait que les personnes poursuivies pour avoir refusé d'obtempérer se sont réfugiées dans cette maison.

56. Après leur arrestation, M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été immédiatement transférés au siège du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement. Par la suite, ils ont été conduits au Service national de médecine et de sciences médico-légales pour un examen médico-légal, ainsi qu'au bureau de l'identité judiciaire des services d'enquête scientifique, pénale et criminalistique aux fins d'identification et de confirmation des données de filiation. L'arrestation a été enregistrée dans les procès-verbaux CNPB-005-041GUINV-SP-GD-000659-2022. Le Gouvernement joint deux procès-verbaux qui attestent du bon état de santé des deux détenus et de l'absence de blessure.

57. Le Gouvernement indique que lors de la vérification des registres de la police, les fonctionnaires ont pu constater que les deux détenus avaient un casier judiciaire. M^{me} Infante Nares avait été arrêtée en décembre 2020 pour trafic d'armes, tandis que M. Hurtado Infante avait été arrêté en décembre 2020 pour trafic d'armes et en novembre 2010 pour homicide intentionnel.

58. Le Gouvernement soutient que les intéressés ont été arrêtés en flagrant délit, conformément aux dispositions de l'article 44 de la Constitution et à celles de l'article 234 du Code de procédure pénale.

59. Les détenus ont été informés par les agents de la Police nationale des raisons de leur arrestation et de leurs droits, ainsi qu'il ressort des deux annexes produites par le Gouvernement.

60. Les procès-verbaux de notification de ces actions, sur lesquels figurent les signatures lisibles des deux citoyens, sont également joints, conformément à la disposition du Comité des droits de l'homme, qui précise que « Une notification orale des motifs de l'arrestation satisfait à la règle »⁷.

61. Le Gouvernement indique que la procédure en l'espèce a été confiée à la Direction des enquêtes criminelles de la Police nationale bolivarienne, en sa qualité d'institution chargée de l'enquête criminelle, étant précisé que les deux arrestations ont été effectuées par des personnes habilitées à cette fin, conformément aux pouvoirs qui leur sont conférés par la loi.

62. Le Gouvernement explique que, le 27 avril 2022, les deux détenus ont été conduits devant le juge d'instruction de la troisième juridiction pénale de première instance de San Juan de los Morros (État de Guárico) pour l'audience de première comparution prévue par l'article 236 du Code de procédure pénale, qui s'est tenue dans les quarante-huit heures suivant l'arrestation. Les deux autres personnes impliquées dans cette affaire (les sœurs Silva Beroes) étaient également présentes à l'audience⁸.

63. Lors de l'audience de première comparution, les deux accusés ont indiqué qu'ils n'étaient pas assistés d'un avocat de leur choix, de sorte que le Tribunal leur a désigné un avocat commis d'office pour les défendre. Le Gouvernement rejette les allégations de la source à cet égard, car rien n'empêchait les accusés de désigner un avocat de leur choix lors de l'audience.

64. Le Gouvernement indique que le tribunal saisi s'est déclaré incompétent, en application des articles 71 et 80 du Code de procédure pénale et s'est dessaisi en faveur du juge d'instruction du tribunal de garde de la région métropolitaine de Caracas compétent en matière de terrorisme au niveau national, puisque l'affaire concernait la commission présumée d'infractions portant atteinte à l'ordre public, prévues par la loi relative au

⁷ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 26.

⁸ Voir avis n° 54/2023.

désarmement et au contrôle des armes et des munitions et par la loi organique relative à la lutte contre la criminalité organisée et le financement du terrorisme.

65. Le Gouvernement affirme que, pendant l'audience, ni M^{me} Infante Nares, ni M. Hurtado Infante, ni leur avocat n'a dénoncé les prétendues violations des droits humains qui auraient été commises pendant leur détention, et qui, chose surprenante, sont maintenant présentées et dénoncées pour la première fois devant le Groupe de travail.

66. Conformément aux dispositions de l'article 373 du Code de procédure pénale, le juge d'instruction du quatrième tribunal spécial de première instance compétent en matière de terrorisme au niveau national, chargé de connaître des infractions de corruption et de crime organisé et de statuer en la matière, a tenu une nouvelle audience le 16 mai 2022 à la suite d'un transfert de compétences. Lors de l'audience, les deux accusés ont également déclaré qu'ils n'étaient pas représentés par un avocat de leur choix et qu'ils avaient recours à ceux désignés par l'État conformément à la loi. Ni les accusés ni leur avocat ne se sont plaints de la manière dont se déroulait la procédure pénale.

67. Le Gouvernement indique que le tribunal saisi a admis la qualification des infractions de terrorisme, d'association de malfaiteurs et de trafic illicite d'armes et de munitions retenues par le ministère public à l'encontre de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante. L'infraction de complot n'a pas été retenue par le tribunal saisi.

68. Le Gouvernement fait également savoir que le tribunal saisi de l'affaire a décidé de suivre la procédure ordinaire et de maintenir la détention avant jugement de M^{me} Infante Nares dans l'établissement pénitentiaire national pour femmes, et de M. Hurtado Infante dans l'établissement pénitentiaire Rodeo II, situé dans la région de la capitale. Il a également ordonné une évaluation médicale complète des deux intéressés, afin de garantir leur droit à la santé.

69. Le Gouvernement soutient que, avant d'ordonner le placement en détention provisoire, le tribunal saisi a soigneusement vérifié que les circonstances dans lesquelles cette mesure de contrainte pouvait être appliquée étaient réunies, à savoir : l'existence d'une infraction passible d'une peine privative de liberté, l'existence d'éléments de preuve établis permettant de présumer que le mis en cause a commis une infraction ou y a participé et l'existence d'une présomption raisonnable, au vu des circonstances de l'espèce, d'un risque de fuite ou d'entrave à la manifestation de la vérité concernant un fait précis de l'enquête.

70. Le Gouvernement souligne que M^{me} Infante Nares a décidé, lors de l'audience préliminaire, sans subir aucune pression, de reconnaître les faits, conformément à la procédure prévue par l'article 375 du Code de procédure pénale. M^{me} Infante Nares ayant reconnu les faits, le juge l'a condamnée à une peine de cinq ans d'emprisonnement.

71. Devant le quatrième tribunal spécial de première instance compétent au niveau national pour juger des affaires liées aux infractions terroristes, M. Hurtado Infante, libre de toute contrainte, a décidé de ne pas reconnaître les faits ; le tribunal a maintenu le placement en détention provisoire et a ordonné l'ouverture d'un procès en audience publique.

72. Le Gouvernement explique que depuis 2004, au titre de la résolution n° 2004-0217 du 22 novembre 2004, le Tribunal suprême de justice, la plus haute instance judiciaire du pays, a décidé que certains juges d'instruction doivent se saisir des affaires liées au terrorisme en vue d'encourager la spécialisation de ceux-ci. Par conséquent, le principe fondamental et la condition indispensable énoncés à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi qu'à l'article 14 (par 1) du Pacte, sont respectés en l'espèce.

73. Le Gouvernement indique qu'à l'heure actuelle, M^{me} Infante Nares purge sa peine dans l'établissement pénitentiaire pour femmes de la Police nationale bolivarienne, qui se situe à El Valle. M. Hurtado Infante est détenu, par décision judiciaire, dans l'établissement pénitentiaire pour hommes de la Police nationale bolivarienne, connu sous le nom de « Zona 7 », situé à Boleíta.

74. Au cours de la procédure pénale, M^{me} Infante Nares a reconnu sa responsabilité dans les infractions pour lesquelles elle a été mise en cause par le ministère public. À ce sujet, le Gouvernement fait savoir au Groupe de travail qu'il rejette les observations de la source, étant donné que le fait de recourir à la procédure précitée n'implique aucunement que la

personne sera immédiatement mise en liberté au titre d'un sursis conditionnel à l'exécution de la peine. Pour que cette mesure puisse être accordée, les conditions fixées par le Code de procédure pénale doivent être réunies. Il faut notamment déterminer que la dangerosité de la personne peut être considérée comme minimale, à la suite d'une évaluation réalisée par une équipe technique désignée par le Ministère du pouvoir populaire pour le service pénitentiaire. M^{me} Infante Nares suit les différentes étapes de la procédure et il semblerait qu'elle n'ait pas encore passé l'examen nécessaire pour recouvrer sa liberté.

75. Le Gouvernement affirme qu'à aucun moment l'État ou ses institutions ne font payer ces procédures et précise que c'est le Ministère du pouvoir populaire pour le service pénitentiaire qui est l'institution garante de la bonne application des examens psychosociaux, conformément à la loi.

76. Le Gouvernement rejette l'allégation selon laquelle les détenus ont fait l'objet d'une discrimination pour quelque motif que ce soit, étant donné que leur détention est intervenue à la suite de la commission présumée d'infractions prévues et réprimées par la loi, sans qu'il soit tenu compte de la situation particulière des personnes appréhendées et sans préjudice des dispositions des articles 1^{er} et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 2 et 26 du Pacte.

c) Observations complémentaires de la source

77. Le Groupe de travail a transmis la réponse du Gouvernement à la source le 6 septembre 2023 et lui a demandé de transmettre ses commentaires et observations finales, qui ont été reçus le 21 septembre 2023.

78. Dans ses observations complémentaires, la source a contesté le fait que les personnes appréhendées ont été arrêtées en flagrant délit alors que la police était à la poursuite des sœurs Silva Beroes (qui font l'objet de l'avis n° 54/2023), puisque dans la réponse transmise par le Gouvernement au Groupe de travail dans le cas des sœurs Silva Beroes, le Gouvernement a déclaré que les sœurs avaient été arrêtées le 27 avril 2022, soit un jour après la date indiquée dans sa réponse dans la présente affaire. Le Gouvernement a également indiqué dans cette réponse que les sœurs Silva Beroes avaient été arrêtées à leur domicile et non au domicile de la famille de M^{me} Infante et M. Hurtado Infante. La source ajoute que le Gouvernement n'a pas joint à sa réponse les documents de procédure auxquels il fait référence et dans lesquels sont consignées les arrestations en flagrant délit, nonobstant le fait que la charge de la preuve incombe à l'État.

79. Selon la source, la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela a évoqué ces cas de perquisitions et de détentions illégales, notant qu'elles sont courantes et qu'elles ne respectent pas les dispositions juridiques⁹. La mission a récemment fait référence à ces violations dans le cadre de l'opération « Tonnerre 2022 », notant que les proches des personnes détenues ont dénoncé le fait que les autorités avaient procédé à des perquisitions sans mandat et à des détentions arbitraires¹⁰, au cours desquelles les forces de sécurité ont fabriqué des preuves à charge contre elles pour justifier la thèse du flagrant délit.

80. Dans ses observations complémentaires, la source analyse longuement la situation générale de la République bolivarienne du Venezuela et fournit un compte rendu des actes illégitimes commis dans le cadre des opérations de lutte contre la criminalité. Elle décrit également les actes de harcèlement et de persécution commis à l'encontre de la famille de M^{me} Infante et de M. Hurtado Infante et joint une copie de la plainte relative à ces actes déposée auprès de la direction des droits fondamentaux du ministère public.

2. Examen

81. Le Groupe de travail remercie les parties pour les informations fournies.

82. Les règles de la preuve sont définies dans la jurisprudence du Groupe de travail. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive

⁹ A/HRC/48/69, par. 60 et 84.

¹⁰ A/HRC/54/57, par. 94.

de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations¹¹.

83. Compte tenu des divergences entre les faits allégués par la source et la réponse du Gouvernement, et conformément à la pratique du Groupe de travail, il appartient à ce dernier de déterminer la version des faits qu'il juge la plus crédible au vu des informations fournies. Le Groupe de travail observe que la source a fourni un récit détaillé et cohérent des circonstances de l'arrestation et de l'affaire, d'autant que ce récit est étayé par celui d'une affaire présentant des faits, procédures et caractéristiques similaires¹². Le Groupe de travail prend acte de ses avis antérieurs sur des situations similaires en République bolivarienne du Venezuela¹³.

84. Après une évaluation détaillée des éléments de preuve soumis et des déclarations de la source et du Gouvernement, comprenant une comparaison des circonstances, un examen du déroulé des faits décrit de façon très compréhensible et détaillée par les deux parties et un examen de la valeur de chacun de leurs éléments de preuve, le Groupe de travail rend l'avis suivant.

a) Catégorie I

85. Le Groupe de travail doute que l'arrestation de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante ait été effectuée dans le respect de la loi, car il estime que certains éléments du récit des événements ne sont pas convaincants. Le Gouvernement indique que la Police nationale était à la poursuite d'autres personnes et qu'elle est arrivée à un domicile qu'elle a perquisitionné en l'absence de ses propriétaires légitimes. Ces derniers sont arrivés quelques heures plus tard sur les lieux et ont été arrêtés par la police, celle-ci ayant découvert plusieurs armes lors de la perquisition susmentionnée. Le Groupe de travail juge inacceptable que la police perquisitionne un domicile alors qu'elle est à la poursuite d'autres personnes, qu'elle y reste pendant plusieurs heures et procède ensuite à l'arrestation de ses propriétaires légitimes. En effet, il ressort clairement du récit que la police ne savait même pas à qui appartenait la maison, parmi d'autres incohérences relevées dans le compte rendu des faits.

86. En outre, le Gouvernement affirme que M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été arrêtés le 26 avril 2022 alors que la source soutient quant à elle qu'ils ont été arrêtés le 24 avril 2022. Le Groupe de travail observe que les articles de presse mentionnant les arrestations sont datés du 28 avril. Ils précisent que les arrestations ont eu lieu le samedi d'avant, soit le 23 avril¹⁴. Ces incohérences rendent peu crédible la thèse du Gouvernement concernant la date et les circonstances des arrestations. Au contraire, le récit de la source et les déclarations fournies par celle-ci sont cohérents, précis et contiennent des informations concrètes. En conséquence, le Groupe de travail considère que la date de l'arrestation indiquée par la source est plus crédible que celle mentionnée par le Gouvernement.

87. La source maintient par conséquent que les détentions étaient arbitraires au sens de la catégorie I, car M^{me} Infante Nares, tout comme M. Hurtado Infante, ont été arrêtés sans mandat émis par un juge et en l'absence de flagrant délit. En effet, les détentions résultent d'un abus de pouvoir de la part des fonctionnaires du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement, qui, sans autorisation, ont perquisitionné le domicile de la famille Infante, ont procédé à l'arrestation de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante et les ont ensuite placés en détention avec l'aide de fonctionnaires de la Police nationale, après avoir allégué qu'ils avaient trouvé 6 canons et 6 crosses de fusil ainsi qu'un tube de munitions, mais tout cela sans autorisation, ainsi que le Groupe de travail l'a déjà établi.

88. Le Gouvernement affirme que les fonctionnaires ont procédé à ces arrestations après avoir constaté dans les registres de la police que M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante avaient un casier judiciaire. Le Gouvernement insiste sur le fait que les deux intéressés ont été arrêtés en flagrant délit, conformément à la législation nationale.

¹¹ A/HRC/19/57, par. 68.

¹² Voir avis n° 54/2023.

¹³ Voir avis n° 14/2024.

¹⁴ Voir <https://ultimasnoticias.com.ve/noticias/general/juzgaran-por-terrorismo-a-18-del-tren-del-llano/>.

89. Le Groupe de travail rappelle qu'en vertu des dispositions du droit international, une arrestation ou une détention qui n'est pas autorisée par la loi est illégale. Le Groupe de travail a établi que les autorités doivent en préciser le fondement juridique et l'appliquer aux circonstances de l'espèce. Cela est typiquement réalisé au moyen d'un mandat d'arrêt ou ordre d'arrestation, ou encore d'un document équivalent¹⁵. La personne arrêtée doit être immédiatement informée des motifs de son arrestation en précisant tant les éléments de droit que les éléments de fait sur lesquels celle-ci repose, c'est-à-dire en indiquant notamment l'infraction reprochée et l'identité de la victime présumée¹⁶.

90. Toute personne arrêtée doit être informée dans le plus court délai des faits qui lui sont reprochés. Cette obligation découle de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principes 2 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Ces préceptes exigent également que les procédures régissant la privation de liberté autorisée par la loi soient prescrites légalement et précisent, notamment, les cas dans lesquels un mandat est requis. Les États parties sont tenus de faire respecter ces procédures. Lorsque celles-ci ne sont pas respectées, la détention est arbitraire et compromet gravement la possibilité de mettre en place une défense adaptée.

91. Le Groupe de travail, après avoir examiné les procès-verbaux fournis par le Gouvernement, en déduit qu'ils ont été établis après que les faits se sont produits, de sorte que les citoyens suscités n'ont pas pu être arrêtés en flagrant délit ni conformément aux exigences énoncées aux articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'article 9 (par. 1), du Pacte ainsi que dans l'observation n° 35 (2014) du Comité des droits de l'homme (par. 33) et dans les principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement¹⁷. Au vu de ces éléments, le Groupe de travail considère que la détention de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante ne repose sur aucun fondement juridique.

92. D'après la source, des fonctionnaires de la Police nationale bolivarienne ont soumis M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante à une disparition forcée à partir du moment de leur arrestation. À tout le moins, leur famille n'a pas su où ils se trouvaient pendant trois jours, car les autorités ont affirmé qu'ils n'étaient pas détenus dans le lieu où la famille s'était rendue (San Juan de los Morros, État de Guárico). Les détenus n'ont donc pas pu manger pendant ces trois jours. Même après leur placement en détention et leur présentation devant le tribunal compétent, les proches de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante n'ont pas pu les voir pendant plusieurs semaines.

93. Le Groupe de travail note avec inquiétude que, selon sa jurisprudence, la détention au secret dans un lieu inconnu constitue à première vue un cas de disparition forcée, qui a été universellement reconnue contraire aux buts de la Charte des Nations Unies et comme constituant une violation grave et flagrante des droits humains et des libertés fondamentales énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et une forme particulièrement grave de détention arbitraire¹⁸. À cet égard, le Gouvernement n'a pas contesté ces circonstances, se contentant d'affirmer que « toutes les activités et procédures ont été menées conformément à la loi ».

94. Le Groupe de travail souscrit à l'affirmation de la source selon laquelle la détention au secret et la disparition forcée portent atteinte au droit du détenu d'être assisté par le conseil de son choix et d'être déféré sans délai devant l'autorité judiciaire, en violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 9 (par. 3) du Pacte. En l'espèce, le Groupe de travail décide de renvoyer l'affaire au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour que celui-ci prenne les mesures qui s'imposent.

95. Le Groupe de travail souligne que l'article 9 (par. 3) du Pacte dispose que tout individu arrêté ou détenu sera traduit dans le plus court délai devant un juge alors que son article 9 (par. 4) dispose que quiconque se trouve privé de sa liberté a le droit d'introduire un

¹⁵ Avis n° 4/2023, par. 64.

¹⁶ Avis n° 85/2021, par. 69.

¹⁷ Avis n° 3/2018, par. 43 ; et 10/2018, par. 46.

¹⁸ Avis n° 76/2017, par. 59 ; et 19/2019, par. 34.

recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention. Le contrôle judiciaire de la détention est une garantie fondamentale de la liberté personnelle¹⁹ ; il est essentiel pour garantir que la détention repose sur un fondement juridique. À cet égard, quarante-huit heures sont normalement suffisantes pour respecter l'obligation énoncée à l'article 9 (par. 3) du Pacte, consistant à présenter le détenu devant un juge « dans le plus court délai ». Tout retard doit rester absolument exceptionnel et être justifié par les circonstances²⁰.

96. Le Groupe de travail fait observer qu'aucun des deux accusés n'a rapidement été traduit devant un tribunal ni n'a pu contester la légalité de sa détention, la première autorité judiciaire s'étant déclarée incompétente et s'étant dessaisie en faveur d'un tribunal spécialisé. Les deux détenus ont donc dû attendre le 16 mai 2022, date à laquelle s'est tenue une nouvelle audience. Au vu des éléments qui précèdent, le Groupe de travail n'est pas convaincu que les détenus aient été présentés devant un tribunal dans les quarante-huit heures ayant suivi leur arrestation, ni que leur droit de contester la légalité de leur arrestation devant un tribunal leur a été garanti.

97. Le Groupe de travail en conclut que M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante n'ont pas bénéficié du droit effectif d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sur la légalité de leur détention, ce qui constitue une violation des articles 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de l'article 9 du Pacte et du principe 32 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Ils ont également été soustraits à la protection de la loi pendant les premiers jours de leur détention, en violation de l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme²¹.

98. Le Groupe de travail en conclut que plusieurs violations de l'article 9 du Pacte et de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été commises, ce qui rend la privation de liberté des détenus arbitraire au sens de la catégorie I.

b) Catégorie III

99. Le Groupe de travail adhère aux principes du droit international des droits de l'homme, qui reconnaissent à toute personne le droit à ce que les garanties fondamentales d'un procès équitable, indépendant et impartial soient respectées au cours de la procédure engagée contre elle, et procédera donc à l'examen des faits conformément à ces principes.

100. La source affirme que si M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante se sont vu désigner un avocat commis d'office, c'est parce que le juge d'instruction leur a refusé à tous deux la possibilité de faire appel à un avocat de leur choix. De ce fait, leur défense n'a pas pu être bien préparée, faute de communication efficace avec leur avocat, en violation des garanties fondamentales d'un procès consacrées à l'article 14 (par. 1, 2 et 3 al. b) et c)) du Pacte. Cependant, le Gouvernement souligne que lorsque les détenus ont déclaré qu'ils n'avaient pas d'avocat, le Tribunal a désigné deux avocats commis d'office pour les assister, dans le plein respect d'une procédure régulière et du droit de défense.

101. Selon la source, ni l'avocat commis d'office ni la famille n'ont reçu de copie du dossier concernant les détenus. Si le Groupe de travail note que la loi en soi n'exige pas de fournir les copies d'un dossier, il insiste sur le fait que l'accès aux documents et aux éléments de preuve pertinents est nécessaire en vue de garantir l'exercice effectif des droits consacrés par l'article 14 (par. 3 al. b)) du Pacte. Cette exigence est conforme à l'observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme, dans laquelle il est précisé que les facilités nécessaires à la préparation de la défense doivent comprendre l'accès aux documents et autres éléments de preuve, à tous les éléments à charge que l'accusation compte produire à l'audience, ou à décharge. Le Gouvernement précise toutefois que « M^{me} Argelia Margarita Infante Narez et M. Yohimel Alexair Hurtado Infante, depuis leur arrestation jusqu'à ce jour,

¹⁹ A/HRC/30/37, par. 3.

²⁰ Avis n° 56/2019, par. 80.

²¹ Avis n° 76/2017, par. 58 ; 61/2020, par. 70 ; et A/HRC/29/26/Add.2, par. 108.

ont été en contact étroit avec leurs avocats, qui ont pu les représenter pleinement tout au long de la procédure ».

102. Après avoir analysé les différentes déclarations de la source, le Groupe de travail n'est pas convaincu que les avocats n'aient pas eu accès aux dossiers, car de toute évidence les demandes soumises aux autorités et les accords conclus avec ces dernières sont le résultat d'une défense appropriée, opportune et bien préparée.

103. À la connaissance du Groupe de travail, les deux accusés résident dans le secteur de Las Vueltas, Peña de Mota, paroisse d'Altagracia de Orituco (commune de José Tadeo Monagas, État de Guárico), où la police prétend que l'infraction a été commise. Cependant, les deux accusés ont été transférés à Caracas car toutes les affaires provenant d'Altagracia de Orituco y ont été renvoyées.

104. Le Groupe de travail a considéré à maintes reprises que le fait de poursuivre au pénal des personnes accusées d'infractions commises sur un territoire devant des tribunaux situés dans une autre juridiction, alors que la législation nationale attribue expressément la compétence à la juridiction dans laquelle l'infraction a été commise, constitue une violation du droit d'être jugé par un juge compétent ou naturel²². Le Gouvernement a toutefois expliqué que toutes les infractions qualifiées de terrorisme doivent être jugées dans le cadre d'une procédure spéciale lorsque les juges en ont décidé ainsi. En l'espèce, le juge a transféré la compétence aux tribunaux spéciaux situés dans d'autres juridictions. Le Groupe de travail n'est donc pas convaincu par l'affirmation de la source.

105. D'après la source, après avoir négocié avec le Bureau du procureur, M^{me} Infante Nares a reconnu l'un des nombreux chefs d'accusation retenus contre elle afin d'obtenir une libération anticipée. Cette décision fait suite aux pressions exercées par son propre avocat commis d'office, qui l'a avertie que, si elle ne se prévalait pas de cette possibilité, elle risquait d'être condamnée pour plusieurs autres infractions au stade du procès, étant donné que les arrestations avaient été ordonnées directement par le Président de la République bolivarienne du Venezuela dans le cadre de l'opération « Tonnerre ». La source ajoute que la condamnation de M^{me} Infante Nares à cinq ans d'emprisonnement lui confère un avantage procédural connu sous le nom de « sursis conditionnel à l'exécution de la peine ». Cette possibilité est ouverte de plein droit aux personnes qui remplissent les conditions prévues par les articles 482 et suivants du Code de procédure pénale.

106. Toutefois, bien que M^{me} Infante Nares se soit prévalu de cet avantage, le juge actuel de l'application des peines du huitième tribunal de la région métropolitaine de Caracas n'a pas ordonné la libération de l'intéressée parce que le Ministère du pouvoir populaire pour le service pénitentiaire n'a pas procédé à l'examen psychosocial permettant de déterminer si la dangerosité de la personne peut être considérée comme minimale. Selon la source, cette décision est en réalité une excuse justifiée par la corruption et l'absence d'État de droit, car pour obtenir cet examen psychosocial, les personnes doivent verser jusqu'à 3 000 dollars aux autorités judiciaires.

107. D'après la source, plus de neuf mois se sont écoulés depuis que M^{me} Infante Nares a demandé à bénéficier de la procédure de reconnaissance des faits, mais sa libération n'a pas été ordonnée. Toutefois, le Gouvernement a expliqué en l'espèce que le fait de recourir à la procédure précitée n'implique aucunement que la personne sera immédiatement mise en liberté au titre d'un sursis conditionnel à l'exécution de la peine. Pour que cette mesure puisse être accordée, les conditions fixées par le Code de procédure pénale doivent être réunies. Il faut notamment déterminer que la dangerosité de la personne peut être considérée comme minimale, à la suite d'une évaluation réalisée par une équipe technique désignée par le Ministère du pouvoir populaire pour le service pénitentiaire. Le Gouvernement insiste sur le fait qu'à aucun moment l'État ou les institutions ne font payer cette évaluation.

108. Pour sa part, M. Hurtado Infante n'a pas reconnu les faits qui lui sont reprochés ; son affaire a donc été transférée au premier tribunal de première instance ayant compétence exclusive au niveau national pour connaître des affaires liées aux infractions terroristes.

²² Avis n^{os} 28/2014, par. 46 ; 30/2014, par. 51 ; 1/2015, par. 31 et 34 ; 6/2019, par. 135 ; 12/2019, par. 121 ; 43/2019, par. 77 ; 58/2021, par. 85.

La source précise au Groupe de travail que le procès a été reporté à six reprises et que, pendant ce temps-là, le placement en détention de M. Hurtado Infante a été maintenu.

109. Le Groupe de travail rappelle que, conformément à l'observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme, le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice ainsi que le droit à un procès équitable est un élément clef de la protection des droits humains et constitue un moyen de procédure pour préserver la primauté du droit. L'article 14 du Pacte vise à assurer la bonne administration de la justice et, à cette fin, protège une série de droits spécifiques. M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont été privés de tous ces droits.

110. Le Groupe de travail relève, entre autres vices de procédure, le report de l'audience de mise en accusation de M. Hurtado Infante à six reprises. Dans le cas de M^{me} Infante Nares, le Gouvernement a démontré que certaines conditions doivent être remplies pour accorder le bénéfice d'un sursis conditionnel à l'exécution de la peine. Selon les affirmations transmises par la source dans ses observations complémentaires, les autorités judiciaires demandent à la famille de s'acquitter de certains coûts pour pouvoir mener à bien la procédure de mise en liberté.

111. Selon les articles 9 (par. 3) et 14 (par. 3 al. c)) du Pacte, toute personne arrêtée ou détenue du chef d'une infraction pénale doit être jugée dans un délai raisonnable et sans retard excessif. Ce qui est raisonnable concernant le laps de temps avant que l'affaire ne soit jugée doit être apprécié au cas par cas selon les circonstances, en tenant compte de la complexité de l'affaire, du comportement de l'inculpé pendant la procédure et de la façon dont l'affaire a été traitée par les autorités.

112. Eu égard aux considérations qui précèdent, le Groupe de travail conclut que certaines des informations fournies par la source, qui n'ont pas été réfutées par le Gouvernement, mettent en évidence de graves manquements aux règles internationales en matière de droits humains relatives au droit à un procès équitable sans retard excessif, dont auraient dû bénéficier M^{me} Infante Nares et M. Hurtado conformément aux dispositions de l'article 14 du Pacte. Par conséquent, le Groupe de travail considère que la détention de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante est arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie III.

c) Catégorie V

113. Selon la source, la détention arbitraire de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante relève également de la catégorie V, dès lors que ladite détention repose sur leur situation de pauvreté. Toutefois, le Groupe de travail n'est pas convaincu que ces détentions reposent sur un quelconque type de discrimination.

d) Observations finales

114. Cette affaire vient s'ajouter aux nombreux cas présentés au Groupe de travail ces dernières années concernant la privation arbitraire de liberté de personnes en République bolivarienne du Venezuela²³. Pour le Groupe de travail, cela suggère l'existence d'un recours systématique à la privation de liberté des personnes en violation des droits garantis par le droit international. Or, l'emprisonnement généralisé ou systématique en violation des règles du droit international peut constituer un crime contre l'humanité²⁴.

115. Le Groupe de travail souhaiterait avoir l'occasion de travailler de manière constructive avec le Gouvernement afin d'aborder les problèmes relatifs à la détention arbitraire. Par ailleurs, compte tenu de la récurrence des cas de détention arbitraire constatés par ce mécanisme international de protection des droits humains au cours de ces dernières années, le Gouvernement devrait envisager d'inviter le Groupe de travail à effectuer une visite officielle dans le pays. Ces visites sont l'occasion pour le Groupe de travail d'engager un dialogue constructif directement avec le Gouvernement et des représentants de la société civile afin de mieux comprendre la situation en matière de privation de liberté dans le pays,

²³ Avis nos 73/2020, 57/2020, 44/2020, 20/2020, 81/2019, 80/2019, 75/2019, 40/2019, 39/2019, 86/2018, 72/2018, 49/2018, 41/2018, 32/2018, 87/2017, 84/2017, 52/2017 et 37/2017.

²⁴ Avis n° 47/2012, par. 22.

ainsi que les causes de la détention arbitraire et les raisons sous-jacentes de la détention arbitraire.

3. Dispositif

116. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Argelia Margarita Infante Nares et Yoeimer Alexair Hurtado Infante est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 6, 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I et III.

117. Le Groupe de travail demande au Gouvernement vénézuélien de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte.

118. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante et à leur accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international.

119. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement vénézuélien de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de ceux-ci.

120. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

121. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

4. Procédure de suivi

122. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

a) Si M^{me} Infante Nares et M. Hurtado Infante ont obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;

b) Si la violation des droits de M^{me} Infante Nares et de M. Hurtado Infante a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;

c) Si la République bolivarienne du Venezuela a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;

d) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

123. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

124. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

125. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin²⁵.

[Adopté le 30 août 2024]

²⁵ Résolution 51/8 du Conseil des droits de l'homme, par. 6 et 9.